

Note conceptuelle

Side event : Etude approfondie (*deep dive*) de la mobilité climatique en Afrique : Cas de la République Démocratique du Congo (RDC)

Pavillon de la RDC : B2 - Building 20 - Blue Zone

15h00 – 16h30 | mardi 05 décembre 2023

1. Contexte

Les migrations et les déplacements forcés liés aux chocs climatiques (sécheresses extrêmes, élévation du niveau de la mer et inondations¹) constituent une source de difficultés pour les Africains sur tout le continent. Ces déplacements induits par le changement climatique en Afrique agissent dans un contexte complexe déjà marqué par des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités, une surexploitation des ressources naturelles, une insuffisance sur le plan de la gouvernance, des taux de croissance insuffisants ainsi que des tensions et des conflits (conflits politiques, ethniques et religieux, conflits sur les ressources, *etc.*).

Selon les projections de la Banque mondiale, un accroissement des migrations climatiques internes pourrait atteindre 113 millions de personnes d'ici 2050², notamment le long de la frontière entre le Nigeria et le Niger, dans le nord de l'Éthiopie, de l'Érythrée et du Soudan, le long de la frontière entre la République démocratique du Congo (RDC), le Rwanda et l'Ouganda, et à la frontière entre le Malawi et le Mozambique.

Bien que la mobilité climatique en Afrique soit essentiellement interne, la mobilité climatique transfrontalière devrait atteindre 1,2 million de personnes d'ici 2050. En RDC, les impacts climatiques devraient entraîner d'importants déplacements à l'écart des zones de basse altitude et des zones inondables de l'ouest, les populations se déplaçant vers les frontières avec le Rwanda et l'Ouganda sur les hauts plateaux de l'Est (la vallée du Rift) et vers Lubumbashi au sud. Goma apparaît comme une destination importante pour la mobilité climatique sur le continent.

Les migrations induites par le climat sont susceptibles d'accroître la densité de population, de créer des zones surpeuplées et de contribuer à la croissance de campements informels, augmentant de ce fait le risque de tensions et de conflits intercommunautaires. La RDC, pays solution au changement climatique grâce à trois éléments : i. forêt luxuriante qui stabilise le climat mondial ; ii. potentiel hydroélectrique de 100 mille mégawatts ainsi qu'un potentiel de 90 mille mégawatts sous d'autres formes d'énergies renouvelables ; iii. minerais stratégiques (cobalt, coltan, germanium, ...), est engagé depuis une dizaine d'années dans un processus d'intégration, à moyen et long terme, de la question des changements climatiques dans les politiques et stratégies sectorielles ainsi que dans la planification du développement national.

¹ État du climat en Afrique 2021, Organisation météorologique mondiale, 2022, OMM-N° 1300.

² Groundswell : se préparer aux migrations climatiques internes. Washington, Banque mondiale. 2018

Le *deep-dive* RDC aura pour objectif d'améliorer les connaissances sur l'ampleur des migrations climatiques et leurs conséquences sur les populations afin de pouvoir anticiper cette migration et en tenir compte dans les plans de développement. La prise en compte de la mobilité climatique permettra d'harmoniser et de renforcer la cohérence entre les stratégies en matière d'adaptation et de développement, ce qui est de nature à favoriser l'inclusion sociale et la croissance économique.

2. Projet de l'UCESA sur l'action climatique en Afrique

Le projet de l'UCESA sur l'action climatique en Afrique vise à impacter la gouvernance climatique afin qu'elle soit davantage résiliente, durable et en phase avec les besoins des populations. Lors de la **première phase de ce projet**, l'UCESA, avec le concours financier de l'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P), a mené une étude sur la perception des citoyens africains du changement climatique. Les actions réalisées dans le cadre de cette étude ont porté sur des entretiens individuels, des focus group, des ateliers et un sondage ayant ciblé plus de 200 citoyens et couvert seize (16) pays d'Afrique : Afrique du Sud, Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Kenya, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, RDC, Sénégal et Tanzanie.

Les résultats de cette étude ont permis de :

- faire la lumière sur le ressenti, les impacts, les vulnérabilités et les responsabilités du changement climatique du point de vue des citoyens eux-mêmes ;
- co-construire des pistes de solutions et des recommandations d'actions futures en matière du climat sur le continent, adaptées aux attentes des populations et tenant compte des spécificités des différents pays.

Les principaux enseignements tirés des discussions menées à la COP26 en 2021, à l'occasion de la présentation des résultats du projet en partenariat avec le GIEC, soulignent la nécessité d'améliorer la gouvernance climatique en Afrique et de renforcer la coordination et la coopération entre les parties prenantes à différentes échelles.

Les résultats de cette étude ont permis également d'alimenter un plaidoyer intitulé "Pour une action africaine face au changement climatique" dont la finalité est de servir d'outil pour faciliter le dialogue et la médiation entre toutes les parties prenantes, en vue d'accélérer et d'améliorer l'action climatique continentale comme une urgence vitale pour les sociétés africaines.

Le plaidoyer de l'UCESA formule des orientations politiques et techniques pour la mise en place d'une action climatique efficace, inclusive et coordonnée par et pour les citoyens africains. Les priorités qui s'en dégagent sont utiles à la fois pour les cadres de gouvernance, en tant que fonction clé dans la mise en œuvre d'une stratégie climatique inclusive centrée sur le citoyen, et pour le renforcement du mécanisme de coopération continentale.

La seconde phase du projet vise à consolider les résultats obtenus lors de la première phase et à recentrer les actions sur les objectifs de gouvernance à travers **l'intégration de la migration climatique dans la planification du développement et les stratégies de résilience climatique**.

Le projet "étude approfondie sur la mobilité climatique en Afrique", a pour objectif de soutenir une évaluation et une compréhension localisées des risques climatiques et des tendances de déplacements forcés liés au climat, de mobiliser les connaissances et l'expertise locales, de faciliter un dialogue avec l'ensemble des parties prenantes et d'élaborer une feuille de route pour une prise en compte des migrations climatiques dans les plans de développement.

Pour la réalisation des *deep-dive*, l'UCESA bénéficie du soutien de plusieurs partenaires, en premier lieu la Banque mondiale qui apporte son appui technique et son expertise sur la problématique de la migration climatique.

Les Conseils économiques et sociaux (CES) apportent une contribution très significative dans la mise en œuvre de ce projet grâce à (i) leur connaissance très fine des problématiques locales des citoyens et (ii) leur approche singulière, à la fois transverse et multidimensionnelle, dans l'analyse des sujets d'ordre économique, social et environnemental et la formulation des solutions adaptées aux besoins des populations face au changement climatique. Les CES africains disposent également d'une capacité à la fois institutionnelle et citoyenne pour mener un plaidoyer efficace et jouer un rôle de premier plan en matière de diplomatie citoyenne sur le climat, porté par l'UCESA.

3. Questions directrices :

- Quel est l'état actuel des connaissances sur les migrations climatiques en RDC ?
- Quels sont les facteurs déterminants de vulnérabilité au changement climatique ?
- Quels sont les impacts des migrations climatiques sur les citoyens congolais ?
- Quelles sont les zones géographiques de forte tension concernées par les migrations climatiques (*hotspots*) ?
- Comment d'autres facteurs, tels que les conflits, l'économie et les dynamiques sociales, interagissent-ils avec les migrations climatiques ?
- Quels sont les scénarios futurs possibles des migrations climatiques en RDC ?
- Quelles sont les actions sur le plan politique & scientifique afin de limiter l'ampleur de ce phénomène ?
- Comment garantir la participation active des communautés locales dans le processus d'élaboration et de suivi des politiques climatiques ?

4. Informations & intervenants

Cet événement se tiendra au Pavillon de la République démocratique du Congo (RDC). L'événement sera **co-présidé** par M. Ahmed Reda CHAMI, Président du CESE du Maroc & de l'UCESA et de M. Jean-Pierre KIWAKANA, Président du CES de la RDC.

Intervanants confirmés :

- Jean-Pierre Kiwakana, Président du CES de la RDC qui fera une intervention liminaire
- Ahmed Reda Chami, président du CESE & de l'UCESA qui fera une intervention liminaire sur l'approche de l'UCESA pour aider les pays africains à anticiper la mobilité climatique
- Prof. Raphael Tshimanga de la RDC qui fera la présentation de l'UCESA. Il est auteur du livre Nexus Climat – Eau – Migrations dans le bassin du Congo.
- Dr. Kanta Kumari Rigaud, Lead Environment Specialist - Regional Climate Change Coordinator, Africa Region. World Bank Group
<https://www.worldbank.org/en/about/people/k/kanta-kumari-rigaud>
- Ambassadeur Tosi MPANU-MPANU, de la RDC, négociateur Senior de la convention climat et ancien président de l'organe subsidiaire et technologique de l'UNFCCC.
- Alice Baillat, Policy Coordinator at IDMC
<https://www.internal-displacement.org/our-people/office-director>
intervention sur le déplacement interne liés aux aléas climatiques : impacts du déplacement

Contact: M. Hachim El Ayoubi, Senior Expert /UCESA Coordinator
e-mail: h.elayoubi@cese.ma WhatsApp: +212 6 19 55 58 86 - [http: www.ucesa.africa](http://www.ucesa.africa)